

De la confiance à l'exigence : la figure publique du scientifique

Pierre Noreau

Président, Association francophone pour le savoir – Acfas

Quelle image les citoyens entretiennent-ils du monde scientifique ? Faut-il craindre le travail des chercheurs ? Ces questions ont orienté une enquête menée par l'Acfas à l'automne 2008¹. Dévoilés lors de la Grande rencontre Science et société, ses résultats ne laissent aucun doute : les scientifiques sont investis d'une grande légitimité publique, mais une responsabilité nouvelle pèse sur leurs épaules, celle de participer ouvertement aux grands débats sociaux.

Selon les résultats de l'enquête, près de 84 % des Québécois affirment faire confiance aux scientifiques, un niveau de réputation qui les place bien au-delà des politiciens (20 %), des journalistes (59 %) ou même des juges (74 %). La même étude révélait que 92 % des citoyens font, de même, confiance aux professeurs. Ainsi, que ce soit à titre de chercheurs ou de professeurs, les scientifiques sont porteurs d'une grande légitimité. La même question, abordée

sous un autre angle, révélait que 84 % des citoyens entretiennent la conviction « que le développement scientifique apporte plus de bien que de mal² », et une forte corrélation associe la confiance dont on investit le scientifique à celle dont on investit la science, de sorte que les chercheurs sont vraisemblablement les meilleurs défenseurs de l'idéal scientifique. De façon concordante, on attend des chercheurs qu'ils occupent une plus grande place dans l'espace public. Ainsi,

81 % des Québécois affirment que « les scientifiques et les chercheurs ont un rôle plus important à jouer aujourd'hui que par le passé dans les grands débats publics ». On s'attend, par conséquent, qu'ils occupent davantage de place dans l'espace public et dans les médias.

TABLEAU 1
Place des scientifiques
dans l'espace public (en %)

Croyez-vous que...	Oui	Non	NSP
... les chercheurs sont suffisamment impliqués dans les débats de société ?	44	52	4
... les médias consacrent assez d'espace à la couverture scientifique ?	41	56	3
... les chercheurs devraient bénéficier de plus de visibilité dans les médias ?	91	8	1

Si 64 % des répondants se disent plutôt bien informés en matière de science et technologie, ils admettent généralement l'être mieux encore en matière de sport (73 %) ou de culture (78 %). La confiance qu'on place dans les sciences

TABLEAU 2
Scientifiques face aux risques et aux attentes de la société (en %)

	Souvent Quelquefois	Rarement Jamais	NSP
D'une façon générale, diriez-vous que les scientifiques se préoccupent souvent, quelquefois, rarement ou jamais des attentes de la société ?	77	19	4
Personnellement, diriez-vous que vous êtes souvent, quelquefois, rarement ou jamais inquiet des risques reliés aux découvertes scientifiques ?	64	30	6

et les scientifiques comporte évidemment ses exigences. Les scientifiques sont-ils suffisamment sensibles aux attentes de la société? Il semble que c'est le sentiment le plus largement partagé, mais si 77 % des répondants affirment que les scientifiques sont généralement sensibles aux attentes exprimées par la société, ils sont déjà moins nombreux (64 %) à croire que les chercheurs se soucient des risques reliés à leurs découvertes (tableau 2).

En contrepartie, une enquête conduite en parallèle auprès des scientifiques eux-mêmes par le Centre inter-universitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) révèle que 88 % des chercheurs se disent personnellement sensibles aux attentes de la société; 71 % affirment s'être à un moment ou à un autre préoccupés des risques associés à leurs travaux.

Sur le plan de l'opinion publique, si la vaste majorité des répondants (87 %) entretient la conviction que l'implication des citoyens dans la réalisation d'une recherche améliore la qualité et

l'utilité de ses résultats, 68 % d'entre eux se sentent incompétents et incapables de formuler correctement les questions qu'ils aimeraient poser aux scientifiques. En principe, les scientifiques (85 %) partagent l'idéal d'une plus grande implication des citoyens dans l'établissement des choix en matière de science et de technologie, mais la majorité des citoyens eux-mêmes (53 %) affirment que les chercheurs ne consacrent pas suffisamment de temps à la vulgarisation de leurs découvertes. Une plus grande interaction entre la science et la société suppose par conséquent la création de passerelles nouvelles. Elle doit transiter par une meilleure compréhension mutuelle, sinon par le développement d'une véritable culture scientifique, entendue ici en tant que composante de la culture publique. Du moins la diffusion des résultats de recherche auprès de publics non spécialisés apparaît-elle aujourd'hui comme une nécessité, perspective sur laquelle s'entendent d'ailleurs 62 % des chercheurs interrogés.

Mais on est encore loin de la cible. Si la majorité des chercheurs (83 %) reconnaît avoir des habiletés pour la communication et la vulgarisation scientifique, 76 % se plaignent de ce que ces activités ne sont pas suffisamment prises en compte dans l'évaluation institutionnelle de leur travail. Seulement 14,8 % d'entre eux affirment être disposés à faire « beaucoup plus » ou « un peu plus » (35,9 %) en vue de favoriser la vulgarisation de leurs travaux.

L'asymétrie des rapports à la science

Science pour tous donc, mais à quelle condition et à l'avantage de qui? Il en est du rapport à la science comme de beaucoup d'autres aspects de la vie sociale: nous ne sommes pas tous égaux. L'étude conduite par l'Acfas révèle que le niveau de scolarité des citoyens est le facteur le plus explicatif des variations d'opinion vis-à-vis du monde scientifique: plus leur niveau de scolarité est élevé, plus les répondants tendent à faire confiance aux scientifiques. Il en va de même de la conviction qu'ils entretiennent du caractère généralement positif du développement scientifique (graphique 1).

Cette confiance relative se trouve transposée dans toutes les dimensions mesurées dans le cadre de l'enquête (tableau 3). Les répondants moins sco-

GRAPHIQUE 1
Scolarisation et confiance dans la science

En général, pensez-vous que le développement scientifique apporte à l'être humain plus de bien que de mal ou plus de mal que de bien ?

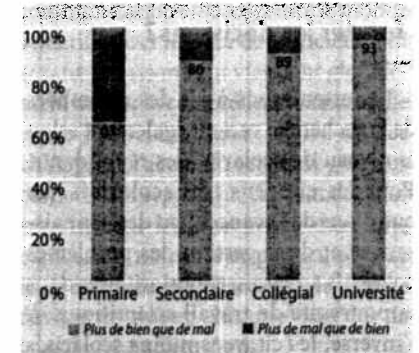


TABLEAU 3
Scolarité et attentes à l'égard de la responsabilité et de la présence publiques des scientifiques (en %)

Croyez-vous que...	Primaire	Secondaire	Collégial	Université
	Oui			
... les scientifiques se préoccupent [...] des attentes de la société ?	66	73	82	85
... les scientifiques se préoccupent [...] des risques reliés à leurs découvertes ?	51	63	68	73
... les chercheurs sont suffisamment impliqués dans les débats de société ?	64	53	42	42
... les médias consacrent assez d'espace à la couverture scientifique ?	68	50	43	34

larisés sont, toutes proportions gardées, moins convaincus du souci qu'entretiennent les scientifiques à l'égard des attentes de la société ou des risques que comportent leurs travaux. L'un dans l'autre, ils sont moins demandeurs de science dans l'espace public.

Lorsque des choix de société impliquent des questions scientifiques, sur quelle base fonder les décisions ?

Les attentes vis-à-vis des retombées de la recherche varient également selon le niveau de scolarité des répondants. Pour les citoyens très scolarisés, les questions de l'avancement des connaissances et de la gestion des problèmes collectifs apparaissent prioritaires dans la poursuite de travail scientifique. À l'inverse, les citoyens moins scolarisés

accordent une plus grande importance aux retombées immédiates et quotidiennes de la recherche. Pour leur part, 90 % des chercheurs interrogés par l'Acfas considèrent « qu'il faut développer les recherches scientifiques même quand on ne sait pas si elles auront une application pratique ». La recherche est ainsi considérée comme une activité valable en soi, et ce point de vue est plus facilement partagé par les citoyens scolarisés que par les autres, moins scolarisés. La question de la place de la science et des scientifiques dans les grandes décisions collectives divise également l'opinion. Lorsque des choix de société impliquent des questions scientifiques, sur quelle base les décisions devraient-elles être fondées ? Alors que les citoyens très scolarisés tendent à faire surtout confiance aux experts, les répondants moins scolarisés se fient davantage à l'opinion publique (tableau 4).

TABLEAU 4
Scolarisation et fondement de la décision publique (en %)

Lorsque des choix de société impliquent des questions scientifiques, sur quelle base les décisions devraient-elles être fondées ?	Primaire	Secondaire	Collégial	Université
Sur les avis des experts	27	48	56	65
Sur l'opinion de la majorité des citoyens	69	48	41	29
Sur les priorités du gouvernement	4	4	3	6

Une recherche à l'abri des intérêts économiques ?

Il ne s'ensuit pas que la recherche peut être menée à n'importe quelle condition. Le financement des activités scientifiques est ici au cœur de cette large interrogation. En effet, si en principe le financement de la recherche par l'entreprise recueille l'assentiment de la majorité des participants à l'enquête (81 %), la chose apparaît plus facilement envisageable lorsqu'elle est conduite au bénéfice de l'ensemble de la société (92 %) que lorsqu'elle ne vise que l'amélioration de leur compétitivité (58 %). Encore ici, le niveau de scolarité des citoyens joue un rôle important, et le financement privé de la recherche apparaît spontanément plus problématique pour les répondants les plus scolarisés, alors qu'elle apparaît beaucoup plus facile à envisager pour les citoyens qui le sont moins.

Si les chercheurs eux-mêmes sont favorables à une éventuelle collaboration entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise (68 % et plus) ou celui des organismes sans but lucratif (82 % et plus), ils rejettent, à hauteur de 80 %, l'idée que ces partenaires puissent bénéf-

ficier de façon exclusive des résultats de la recherche principalement lorsqu'elle est financée par des fonds publics.

Une balise pour une société du savoir

Un consensus ressort assez clairement de l'enquête. Les attentes vis-à-vis de la science et de la recherche sont immenses. Les scientifiques bénéficient de la confiance du public. On sait cependant que les conditions de l'ambition scientifique sont parfois difficiles à réunir. L'insuffisance du financement de la recherche, la difficulté d'assurer la formation de la relève scientifique, le soutien déficient accordé à l'institution universitaire, le manque de canaux de communication efficaces entre le monde scientifique et le reste de la société sont autant de raisons qui viennent globalement limiter la compréhension mutuelle entre les scientifiques et les autres champs de l'activité sociale. Il y a dans ce hiatus un espace que doivent dorénavant investir les chercheurs, dans une expression nouvelle et particulière de leur citoyenneté. Partager le savoir devient de plus en plus une exigence de la recherche scientifique.

Mais ces orientations accompagnent une conception ambitieuse de la vie collective et cette ambition réside dans l'édification d'une véritable société du savoir. Le Québec n'a évidemment pas le monopole de cet idéal. Il est également poursuivi, avec beaucoup plus d'exigence encore, par d'autres collectivités. C'est notamment le cas des sociétés émergentes, comme le Brésil, le Mexique, la Chine ou l'Inde, qui saisissent toute l'importance d'une jonction continue entre le mouvement des connaissances et le mouvement social.

Il faut favoriser le développement d'une véritable culture scientifique en tant que composante de la culture publique.

On y saisit que l'avenir collectif réside dans le développement d'une société très scolarisée, capable de se penser elle-même et d'agir sur le monde. On y investit donc massivement dans les études postsecondaires, dans les universités et dans la recherche.

Arrivé à une certaine étape de sa trajectoire, le Québec renvoie souvent de lui-même l'image d'une société arrivée à maturité. Cette idée, pour rassurante qu'elle soit, ne doit pas nous faire oublier que notre condition de société avancée est tributaire de ce que nous sommes à l'abord et avant tout une société du

savoir. L'une ne va pas sans l'autre. Il s'ensuit que le développement de l'éducation supérieure et de la recherche constitue pour nous aussi une exigence incontournable. Il doit faire l'objet d'un investissement central et continu, et il est dans l'ordre des choses qu'on y investisse toutes nos énergies.

Rien n'est cependant plus discret que le travail scientifique. Il est souvent mené pendant des années dans des laboratoires et des centres de recherches dont on n'entend peu parler. Il laisse peu de traces dans l'espace public. En période économique difficile, il est par conséquent tentant de diminuer ou de laisser stagner les budgets de la recherche. C'est une politique à courte vue. À ce chapitre, le financement spectaculaire de certains secteurs emblématiques ou le développement de programmes de bourses prestigieux ne doit pas faire oublier que c'est dans la constance et la continuité que doit se déployer la recherche scientifique. Le Québec et le Canada n'échappent pas à cette tentation facile. Elle va pourtant dans le sens inverse des choix faits aux États-Unis qui, en pleine récession économique, réinvestissent massivement dans la recherche et dans la formation universitaire. L'avenir appartient aux sociétés du savoir.

Comment protéger la recherche de ces coupes claires? On comprend immédiatement ici la nécessité d'une nouvelle alliance entre la science et la société. C'est la condition du développement

d'une culture scientifique, entendue non comme le privilège de quelques-uns, mais comme une dimension pleine et entière de la culture publique. C'est à cette condition seulement que la société se portera massivement à la défense d'un monde scientifique constamment menacé dans sa mission de comprendre et de faire connaître.

En regard de cette nécessité, il n'y a pas de moyen terme: la société dans laquelle nous vivons doit être une société du savoir, à défaut de quoi elle sera une société de l'ignorance. Ce sont ces idéaux aussi que doivent poursuivre les chercheurs et les scientifiques. Encore faut-il savoir les faire partager par tous. Le Québec, petite société parmi d'autres, doit saisir cet impératif. « Tant reste de l'eau dans l'air. Tant qu'il reste de l'air dans l'eau » (Vigneault).

Notes

1. Les résultats du sondage commandité par l'Acfas, *La Presse* et Télé-Québec reposent sur les réponses de 1 002 entrevues téléphoniques effectuées du 18 au 29 septembre 2008 dans le cadre du sondage omnibus CROP-express. Lors de leur compilation, les résultats ont été pondérés sur la base du recensement 2006 de Statistique Canada afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence des répondants et leur langue d'usage à la maison. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=1 002) est précis à 3 points près, 19 fois sur 20.
2. Une enquête menée en 2002 par le Conseil de la science et de la technologie du Québec révélait que cette proportion était, à l'époque, de 68 % (Conseil de la science et de la technologie du Québec, Enquête 2002, Q4). On doit ainsi constater une certaine revalorisation de l'activité scientifique.